



**PRÉFÈTE
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale de la
protection des populations**

Service Protection de l'Environnement
2 rue Pélissier
CS 40400
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 01/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCIÉTÉ LAITIÈRE DES VOLCANS D'AUVERGNE

THEIX
63122 Saint-Genès-Champanelle

Références : n° DDPP63 2026 00352
Code AIOT : 0005601360

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/01/2026 dans l'établissement SOCIÉTÉ LAITIÈRE DES VOLCANS D'AUVERGNE implanté THEIX 63122 Saint-Genès-Champanelle. L'inspection a été annoncée le 21/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection globale du site réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle sur les sites IED.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIÉTÉ LAITIÈRE DES VOLCANS D'AUVERGNE
- THEIX 63122 Saint-Genès-Champanelle
- Code AIOT : 0005601360
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de la Société Laitière des Volcans d'Auvergne (SLVA) est spécialisé dans la transformation de lait : réception, traitement et conditionnement.

En 2025, l'établissement a produit environ 86 000 tonnes de lait UHT (briques et bouteilles) pour différentes marques de la grande distribution.

Le site peut également être amené à recevoir et à conditionner de la crème.

Pour cette inspection, les conditions d'exploitation du site ont été étudiées notamment au regard des prescriptions de l'AP du 13/10/2023.

Les thématiques de la gestion du risque "incendie" ont été approfondies.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Équipement sous pression
- Odeur
- Ouvrage hydraulique
- Plans d'urgence
- Risque incendie
- Risque toxique
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Prescriptions techniques	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.7	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Prescriptions techniques et Modalités de surveillance	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2,7 et 3.5.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Rejet des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.8	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
10	Prescriptions techniques	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.12 à 2.12.6	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
11	Prescriptions techniques	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.14.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
12	Prescriptions techniques	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.14.6	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	3 mois
13	Prescriptions techniques	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.15	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
14	Prescriptions techniques	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.16	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
15	Risques	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 4.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
16	Risques	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 4.5	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
17	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 5.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
18	Délai	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 6.1	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conditions Générales	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 1.3	Sans objet
2	Prescriptions techniques	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.3	Sans objet
3	Prescriptions techniques	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.4.1	Sans objet
4	Prescriptions techniques	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.4.2	Sans objet
5	Prescriptions techniques	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.6	Sans objet
9	Prescriptions techniques	Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La maîtrise des risques concernant les enjeux lutte contre l'incendie, maîtrise des pollutions accidentelles et chroniques doit être améliorée sur ce site

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions Générales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 1.3
Thèmes : Situation administrative, Nature des installations au regard de la nomenclature
Prescription contrôlée : respect des capacités de production de la rubrique principale 3642-3 : 870 t/j
Constats : Conformité : En 2025 la société SLVA a transformé : <ul style="list-style-type: none"> 83421529 litres de lait est a produit environ 85924 tonnes de lait UHT (briques 1L, bouteilles), la production moyenne journalière avoisine les 235 T/j (classement , IED justifié) la production de pointe s'est opérée le 15 février avec 420 T.
Conclusion : respect de la capacité maximale de production fixée à 870 T/j.
Nota : l'activité de production de lait aromatisé n'étant plus d'actualité, le classement sous la rubrique 3643 (IED) serait désormais à considérer. Par ailleurs, la capacité autorisée fixée à 870 T/j par l'AP du 13 octobre 2023 apparaît bien surévaluée au regard des capacités de traitement observées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra notifier au service d'inspection de la DDPP63, qu'il ne transforme que du lait afin que le Préfet puisse prendre acte du changement de rubrique (3642 → 3643). L'exploitant pourrait également demander la révision des capacités maximales de production du site qui sont actuellement bien inférieures à 870T/jour.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Prescriptions techniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.3
Thèmes : Risques chroniques, Implantation-propreté
Prescription contrôlée : L'installation est implantée et exploitée conformément au dossier de demande d'autorisation. <i>Les voies de circulation et aires de stationnement sont aménagées et exploitées pour éviter toute pollution par envol de poussière ou départ de boue. Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et les poussières.</i> <i>Toutes dispositions sont prises en permanence pour empêcher l'introduction et la pullulation des insectes et des nuisibles, ainsi que pour en assurer leur destruction.</i>
Constats : Conformité : L'installation est exploitée conformément aux dispositions réglementaires. Les voies de circulation et aires de stationnement sont bitumées pour éviter toute pollution par envol de poussière ou départ de boue (sauf au niveau de l'accès au local sprinklage). Les bâtiments et leurs abords sont maintenus propres. Par ailleurs, l'exploitant dispose d'un plan de lutte contre les nuisibles (rongeurs et insectes) pour limiter l'introduction des rongeurs et la pullulation des insectes. La Société FARAGO assure le suivi mensuel du plan de lutte pour l'exploitant. Le dernier rapport d'inspection en date du 29/12/2025 a été transmis le jour de l'inspection <ul style="list-style-type: none">• 158 postes de détection et pièges sont disposés sur l'ensemble du site. Commentaires de FARAGO: <ul style="list-style-type: none">• <i>Dératisation : aucun poste placebo consommé sur l'ensemble du site. Pas de rongeurs capturés dans les pièges mécaniques...quelques appâts consommés par des souris vers la station d'épuration.</i>• <i>désinsectisation : Peu d'insectes capturés ; remplacement des plaques de glu vers les portes extérieures ainsi que des néons défectueux.</i> Le cas échéant, si des présences de nuisibles sont détectées, des dispositifs sont prévus pour assurer leur destruction.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prescriptions techniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.4.1
Thèmes : Risques chroniques, Approvisionnement en eau par le réseau public
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. <u>- Approvisionnement par le réseau public :</u> La Société Laitière des Volcans d'Auvergne est approvisionnée en eau brute non potable pour un volume journalier correspondant à un débit maximum de 600 m ³ /j, soit 219 000 m ³ /an. <u>- Approvisionnement par ressource privée :</u> La Société Laitière des Volcans d'Auvergne est autorisée pour le forage et le prélèvement d'eau souterraine selon les articles L. 214-1 à L. 214-6.

L'ouvrage dénommé F1 est situé dans l'enceinte de l'entreprise au point de coordonnées suivant :

Masse d'eau	Désignation	X en m (Lambert93)	Y en m (Lambert93)	Z en m (NGF)	Débit maximum instantané	Volume journalier maximum	Volume annuel maximum
GG134 Bassin versant socle Allier aval	Forage F1	653 250	2 078 532	+ 805	Débit d'exploitation potentiel 63 m³/h	1 100 m³	360 000 m³

La Société Laitière des Volcans d'Auvergne utilise préférentiellement l'eau prélevée par le forage. Le réseau public n'est utilisé qu'en secours et en cas de faible niveau d'eau dans le forage privé et en substitution en cas d'un dysfonctionnement ou de maintenance sur les équipements du forage.

Le volume cumulé des eaux prélevées et l'eau du réseau public ne dépasse pas 360 000 m³.

Constats :

Conformité :

Les installations de prélèvement d'eau sont munies de dispositifs de mesure totalisateur (compteurs sur le réseau public AEP et sur le forage).

Les relevés sont réalisés quotidiennement. Ces résultats sont portés sur un registre informatisé.

Les enregistrements quotidiens réalisés en 2025 sur le prélèvement, transmis dans le cadre de cette inspection, montrent que l'exploitant respecte le volume annuel maximal autorisé

En 2025 (Σ prélèvements < 360 000 m³/an)

- consommation (AEP + Forage) : 198 152 m³
- consommation forage : 194 819 m³
- consommation AEP : 3333 m³

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prescriptions techniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.4.2

Thèmes : Risques chroniques, Approvisionnement en eau - gestion en cas de pénurie

Prescription contrôlée :

Un Plan d'Utilisation Rationnelle de l'Eau (PURE) est mis en œuvre par l'exploitant pour les niveaux : alerte, alerte renforcée et crise.

Ce PURE est actualisé autant que de besoin et a minima une fois par an afin de compléter les données de l'année précédente, et particulièrement avant toute augmentation du volume d'activité en 2027.

Le PURE est compatible avec la convention entre le Syndicat Mixte de la Région d'Issoire et la Société Laitière des Volcans d'Auvergne pour la fourniture d'eau brute et avec le protocole d'accord de gestion du niveau de la nappe de Tourtour entre Clermont Auvergne Métropole, le Syndicat Mixte de l'Eau de la région d'Issoire et des communes de la banlieue sud Clermontoise sus-visés.

Constats :

Conformité :

L'exploitant est engagé dans le PURE depuis avril 2023... suite au PURE V₂ de février 2024 la DDT a signalé à l'exploitant qu'il pouvait bénéficier des exemptions de réduction en période d'alerte, d'alerte renforcée et de crise compte tenu des efforts déjà réalisés et en tenant des dernières évolutions pour atteindre effectivement le ratio de « 1,8l d'eau par litre de lait traité ».

Nota : En 2024, dans son PURE, l'exploitant affichait l'objectif d'atteindre un ratio de « 1,8l d'eau par litre de lait traité ».

En 2025, avec un prélèvement de 198819 m³ d'eau pour un traitement de 83 421529 litres de lait, le ratio est de « 2,3l d'eau par litre de lait traité ».

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'entreprise s'est engagée dans un processus continu de réduction de sa consommation d'eau qui doit être poursuivi. L'exemption validée par la DDT considérait les efforts à mettre en œuvre pour atteindre le ratio de 1,8l d'eau par litre de lait traité. En 2025, SLVA n'a pas présenté au service d'inspection une nouvelle version de son PURE. Ce dernier devra être transmis en 2026.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Prescriptions techniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.6

Thèmes : Risques chroniques, Prétraitement des effluents

Prescription contrôlée :

Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents.

Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues, susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.

Constats :

Conformité :

Le jour de l'inspection, aucune odeur particulière n'a été perçue aux abords du site de production et/ou au niveau de l'entrepôt logistique.

Au niveau de la station d'épuration située à environ 1 kilomètre en aval du site principale, une légère odeur est perceptible (qualifiée d'odeur "normale" pour une activité de pré-traitement des eaux usées).

Par ailleurs, l'exploitant indique avoir mis en place un "réseau de nez" en collaboration avec le voisinage direct de la station de pré-traitement". En cas d'odeur ou de gêne ressentie, les voisins peuvent ainsi rapidement signaler à l'exploitant le potentiel dysfonctionnement de la station.

Par ailleurs, un employé de SLVA est présent 7J/7 sur la station.

Des dispositifs préventifs diffusant des "parfums masquants" sont placés au-dessus des bassins de pré-traitement des eaux usées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prescriptions techniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.7

Thèmes : Risques chroniques, Rejet des eaux usées

Prescription contrôlée :

Les débits rejetés par la société SLVA, vers le dispositif de traitement (→ STEP Cournon), respectent les maxima ci-dessous :

- Volume horaire moyen 35,5 m³/j
- Volume horaire de pointe 45 m³/h
- débit instantané 60 m³ /h
- Volume journalier maximum 900 m³/j

Constats :

Conformité :

Selon les enregistrements réalisés par l'exploitant et la déclaration GEREP 2024 et au regard des VLE fixées par l'AP du 13/10/2023 :

En 2024

- le volume rejeté vers la STEP de Cournon : 249396 m³, soit environ 683m³/j (< 900 m³/j autorisé via l'AP susvisé)
- Flux total DCO : 241 T pour 2024 (< 503T max autorisé via l'AP susvisé),
- Flux total DBO₅ : 115 T pour 2024 (<197 T max autorisé via l'AP susvisé),

- Flux total P_t : 3,96 T pour 2024 (<4,75 T max autorisé via l'AP susvisé).

Non-conformité :

- Flux total MES : 69 T pour 2024 (> 49 T max autorisé via l'AP susvisé).

Lors de l'inspection des équipements de la station de pré-traitement, il a été constaté des défauts de maintenance des matériels, notamment au niveau des bassins de décantation. Les goulottes d'évacuation présentent des perforations (usure et ancienneté de l'équipement) qui laissent passer les MES.

Le process de décantation n'est donc pas optimisé, ce qui peut expliquer pour ce paramètre (MES) des résultats d'analyse non conformes (*).

nota : (*) régulièrement au-dessus des VLE_{max} autorisées pour ce paramètre MES (150 mg/l max)

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit procéder à la réparation (remplacement) du matériel défaillant dans l'unité de pré-traitement des eaux usées (goulotte d'évacuation perforées)

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Prescriptions techniques et Modalités de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2,7 et 3.5.2

Thèmes : Risques chroniques, Rejet des eaux pluviales

Prescription contrôlée :

Les eaux susvisées rejetées respectent les conditions suivantes : Valeurs limites

Paramètres	VLE	Fréquence analyse
pH	Compris entre 5,5 et 8,5	en continu
Température	<30°C	en continu
MES	150 mg/l	1fois / jour
DCO	1500 mg/l	1fois /jour
DBO ₅	600 mg/l	1fois / mois
NG _L	100 mg/l	1fois / mois
Pt	14mg/l	1fois / mois
Cl-	-	1fois / mois
SEH	-	1fois / mois
Hydrocarbures	-	1fois / an
AOX	-	1fois /an
Indice phénol	-	1fois /an

Constats :**Conformité :**

L'exploitant respecte les fréquences d'analyse de type autocontrôles "eaux usées" qui sont prévues par l'AP du 13/10/2023.

Les résultats des analyses réalisées par le laboratoire Eurofins (03) accrédité Cofrac sous le n°1-2452, sont téléversés mensuellement sur la base de données GIDAF.

Non-conformité :

On constate des dépassements très fréquents du paramètre « MES » (cf point 6 précédent pour l'action corrective associée)

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra réaliser les travaux de maintenance attendus sur les « surverses » des bassins de décantation de son unité de pré-traitement.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant****Proposition de délais : 3 mois****N° 8 : Rejet des eaux pluviales**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.8

Thèmes : Risques chroniques, Rejet des eaux pluviales

Prescription contrôlée :

Les points de rejets des eaux pluviales ont pour coordonnées géographiques les valeurs suivantes :

Réseau eau pluviale	X(m)	Y(m)
Point R1	701 550	6 511 550
Point R2	701 638	65 116 03

En matière de dispositif de gestion des eaux pluviales, les dispositions de l'article 43 du 2 février 1998 modifié s'appliquent.

Les eaux pluviales non souillées, recueillies sur les toitures ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique vers le réseau collectif.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et envoyées via un séparateur à hydrocarbures vers la station de pré-traitement.

Les eaux pluviales susvisées rejetées dans le réseau collectif respectent les conditions suivantes :

Paramètres	PH	MES	DCO	DBO ₅	NG _L	P _t	CO _T	Hydrocarbures	Conductivité	T°C
Valeurs limites en mg/l	6,5 - 8,2	25	30	6	2	0,2	70	5	270 µS/cm	<30°C

Le pH et la conductivité des eaux pluviales sont suivis en continu et asservis à une vanne guillotine. En cas de non-conformité, les eaux pluviales sont rejetées vers le réseau d'eaux usées.

Constats :

Non-conformités :

- l'ensemble des eaux pluviales (susceptibles d'être polluées ou non), sont envoyées vers l'unité de prétraitement --> vers la STEP de Cournon.
- non fonctionnement de la vanne guillotine asservie au regard R2, devant permettre de diriger les eaux propres, non susceptibles d'être polluées, vers le réseau collectif d'eaux pluviales lorsque :
 - le $6,5 < \text{pH} < 8,2$ et la conductivité $< 400 \mu\text{S/cm}$ (critère DDT accepté)

Rappels :

- la dilution des eaux usées est interdite,
- la pollution des eaux propres (de pluie, de source), non susceptibles d'être polluées est interdite.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra

- remettre en fonctionnement la vanne guillotine asservie au regard R2 qui le cas échéant, permet de diriger les eaux propres vers le réseau collectif d'eaux pluviales et notamment lorsque
 - le $6,5 < \text{pH} < 8,2$
 - la conductivité $< 400 \mu\text{S/cm}$ (critère DDT accepté)

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Prescriptions techniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.10

Thèmes : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

L'établissement dispose, pour la production de vapeur, d'une chaudière fonctionnant au gaz naturel (+ chaudière de secours).

La réalisation du contrôle périodique sur l'efficacité énergétique et sur la pollution rejetée est effectuée tous les 3 ans

Paramètres	VLE (mg/ N m ³)
Nox	100 mg/ N m ³
CO	100 mg/ N m ³

Les rejets sont contrôlés conformément à la réglementation en vigueur (gaz pétrolier P < 5MW).

Constats :

Conformités :

1) Mesures des rejets atmosphériques Site de THEIX :

L'exploitant a procédé le 22/12/2025 au contrôle des rejets atmosphériques sur la chaudière principale et sur la chaudière de secours. Le rapport 135432426-001 de la société APAVE atteste que ces équipements respectent les VLE Nox 100 mg/ N m³ - CO 100 mg/ N m³

Chaudière principale

Composés	Essai 1	Essai 2	Essai 3	Moyenne	VLE	C/NC
Monoxyde de carbone (CO) mg/Nm ³	19,7	19,8	19,9	19,8	100	C
Oxydes d'azote (NO _x) mg/Nm ³	62,3	58,9	57,1	59,4	100	C

Chaudière de secours

Composés	Essai 1	Essai 2	Essai 3	Moyenne	VLE	C/NC
Monoxyde de carbone (CO) mg/Nm ³	20	20	20	20	100	C
Oxydes d'azote (NO _x) mg/Nm ³	61	60	58	60	100	C

2) Contrôle de l'efficacité énergétique des installations de 400 KW à 20 MW :

L'exploitant a procédé le 16/04/2024 au contrôle périodique de l'efficacité énergétique des installations de combustion (400 KW à 20 MW) sur la chaudière principale et sur la chaudière de secours.

Pour ces équipements le rapport n°4425148-009-1 du 18/04/25 de la société APAVE atteste que :

- la qualité de combustion de ces équipements est satisfaisante (Rdt : 94,9 et 96% Vs 88% minimum réglementaire)

Par ailleurs, sont réputés « satisfaisants » :

- l'état général des installations,
- les calorifuges, l'étanchéité des réseaux primaires en chaufferie,
- l'état des équipements annexes
- les consignes d'exploitation et de sécurité,
- l'affichage du plan et des consignes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Prescriptions techniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.12 à 2.12.6

Thèmes : Risques chroniques, Stockage et Élimination des déchets

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu aux obligations de registre, de déclaration de production et de traitement de déchets et de traçabilité (bordereau de suivi) dans les conditions fixées par la réglementation aux articles R. 541-42 à R. 541-45-11 du Code de l'environnement.

Constats :

Conformité :

- L'exploitant procède à l'enregistrement de la gestion des déchets dangereux et non dangereux.
- Les enregistrements du registre "déchets dangereux" informatisé a été présenté au service d'inspection.
- En 2025, la société "SARP-OSIS Sud-Est Cournon" est intervenue à 2 reprises pour procéder à la maintenance du filtre à hydrocarbures,
 - le 23/01/2025 : 2 m³ soit 2 tonnes de boues ont été pompées,

- le 01/09/2025 : 1 m³ soit 1 tonne de boues a été pompée.

nota : L'exploitant téléverse sur GEREPE les déclarations annuelles déchets (art 3.7 de l'AP 13/10/2023):

En 2024 :

- 20,01 tonnes de déchets dangereux
- 169,94 tonnes de papiers/emballages
- 1,235 tonnes emballage en plastique
- 2,88 tonnes emballage en mélange
- 3,86 tonnes "fer/acier"
- 4,46 tonnes métaux ferreux
- 3,46 tonnes "papiers/cartons".

Non-conformités :

- absence de transmission de l'intégralité des registres "Déchets" avec notamment les informations concernant les déchets DIB et les déchets organiques (hors déchets du filtre hydrocarbures).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- l'exploitant devra transmettre les registres "déchets" concernant les DIB et les déchets organiques.
- l'exploitant devra procéder à la mise en sécurité de l'ensemble des aires de stockage des déchets (clôtures à finaliser coté parking, entrepôt, zones de stockage des bennes déchets...cf point 12 ci-dessous)

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 11 : Prescriptions techniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.14.1

Thèmes : Risques accidentels, Défense incendie – moyen de lutte contre incendie

Prescription contrôlée :

Le besoin maximal en eau d'extinction est évalué à 540 m³/h, soit 1080 m³ durant deux heures.

Les besoins relatifs à la prévention des incendies sont couverts par :

1) Un poteau d'incendie de 100, normalisé NF EN 14384 ou NF S 61-213 d'un débit minimum unitaire de 60 m³/h. Le PI n° 55 ou le PI n° 69 seront à privilégier selon le contexte opérationnel.

2) Des réserves artificielles avec aires d'aspiration

- l'aménagement de la réserve d'eau potable de 150 m³ en réserve incendie,
- la possibilité d'utiliser une réserve incendie mutualisée, par le biais d'une convention avec la communauté de communes, d'une capacité de 120 m³ (réserve qui sera mise en place pour la déchetterie),
- l'installation d'une réserve incendie sous forme de trois réservoirs souples d'une capacité totale de 720 m³, à proximité de l'entrepôt de stockage des produits finis.
- le volume disponible de 1110 m³ sera réparti en quatre points de prise d'eau.
- le dimensionnement des besoins en eau est basé sur l'extinction d'un feu limité aux surfaces développées de 9208 et 2500 m², non recoupées par des parois coupe feu 2h minimum et sprinklées pour un risque de classe 2.

L'exploitant fait effectuer un contrôle technique (relevés débit et pression) **des hydrants tous les deux ans.**

Le service Analyse des Risques du SDIS 63 est informé de toute nouvelle mise en service de point d'eau incendie (information détaillée précisant la localisation, le débit et pression ou volume disponible, le type d'aménagement).

Constats :**Conformité :****1) tests poteaux incendie**

En 2025, l'exploitant a vérifié le contrôle des poteaux incendie (PI) situés à proximité de l'établissement.

n°PI	diamètre	date du contrôle	situation	pression statique	Débit référence	pression dynamique
PI52	80	05/11/24	4 rue de la Fontaine	3,5 bar	60 m³/h	1,2 bar
PI53	80	21/10/24	1 rue de la Fontaine	3,7 bar	60 m³/h	1,2 bar
PI69	100	18/10/24	route de Na-dailat	3,8 bar	60 m³/h	1,2 bar
PI55	100	-	PI introuvable	-	-	-

2) Mise en place du sprinklage sur le site à réserve d'eau de 606m³:

Le 7 février 2025 la Société Atlantique Automatismes Incendie (AAI) a validé la bonne mise en service du « sprinklage » sur le site. L'installation est réceptionnée sans réserve.

Non conformités :**Remarques du service d'inspection :**

- **le test des PI n°52 et n°53 n'a pas été effectué en simultané :** le TEST DE FONCTIONNEMENT SIMULTANÉ : Lorsque plusieurs PI sont implantés dans un même périmètre, il est nécessaire qu'ils soient testés de manière simultanée **afin de s'assurer qu'ils délivrent le débit d'eau minimum demandé par les services de secours.**
- **les travaux d'aménagement de la réserve d'eau potable de 150 m³ en réserve incendie (au nord du site) n'ont pas été effectués,**
- **les travaux d'installation d'une réserve incendie sous forme de trois réservoirs souples d'une capacité totale de 720 m³, à proximité de l'entrepôt de stockage des produits finis.) n'ont pas été effectués.**

Conclusion : En cas d'incendie majeur sur le site, l'exploitant ne dispose pas des volumes d'eau d'extinction nécessaires pour limiter et/ou circonscrire l'incendie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra :

- faire vérifier le bon fonctionnement des PI n°52 et 53 en simultané,
 - procéder à la mise en place des réserves artificielles (720m³ + 150m³) avec les aires d'aspiration comme prévu par l'art 2.14.1 de l'AP du 13/10/2023.
- ou
- transmettre au service d'inspection une solution « autre » pour constituer le volume d'eau d'extinction nécessaire (cette alternative sera à faire valider par le SDIS),

Dans tous les cas :

- un échéancier actant la réalisation de ces réserves devra être communiqué au service d'inspection **sous 3 mois ;**

Nota : la fin de réalisation des travaux pour la mise en place de ces réserves d'eaux nécessaires à l'extinction ne pourra dépasser le délai de 9 mois à compter de la réception de la mise en demeure liée à ce rapport.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Prescriptions techniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.14.6

Thèmes : Risques accidentels, Aménagement prévus risque incendie

Prescription contrôlée :

L'exploitant devra réaliser les aménagements suivants en matière de défense incendie

Aménagements	Échéances
→ sprinklage au niveau de l'atelier de réception et de traitement du lait, de l'atelier conditionnement, du tunnel de convoyage. Installation d'une réserve d'eau de 606 m ³ → Création d'un local pour le fonctionnement des installations de sprinklage.	2024
→ Mise en place d'une réserve d'eau incendie de 720 m ³	2024
→ Aménagement d'une rétention des eaux d'extinction incendie par la création de deux bassins de 650 m ³	2024
→ Regroupement des zones de stockage des palettes en bois	2023
→ Clôture du site	2026

Constats :

Conformité :

Les travaux concernant les installations de « sprinklage » et le regroupement des zones de stockage des palettes en bois ont été réalisés.

Non-conformités :

Absence de réalisation des travaux concernant :

- Mise en place d'une réserve d'eau incendie de 720 m³ (cf point n°11),
- Aménagement d'une rétention des eaux d'extinction incendie par la création de deux bassins de 650 m³,

Nota : la clôture du site au niveau des bâtiments logistique (entrepôt), des aires de stockages des déchets en bennes, et des installations de sprinklage devra être réalisée avant fin 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- procéder à la mise en place des réserves artificielles (720m³ + 150m³) avec les aires d'aspiration comme prévu par l'art 2.14.1 de l'AP du 13/10/2023.
- ou
- transmettre au service d'inspection une solution « autre » pour constituer le volume d'eau d'extinction nécessaire (cette alternative D9 sera à faire valider par le SDIS),

- procéder à la mise en place des bassins de rétention des eaux d'extinction (2x650 m³) comme prévu par l'art 2.14.6 de l'AP du 13/10/2023.
- procéder à la mise en place des clôtures sur l'intégralité du site comme prévu par l'art 2.14.6 de l'AP du 13/10/2023.

Dans tous les cas :

- un échéancier actant la réalisation de ces travaux devra être communiqué au service d'inspection **sous 3 mois** ;

Nota : la fin de réalisation des travaux pour la mise en place des réserves d'eaux nécessaires à l'extinction et de celles nécessaires à la rétention des eaux d'extinction, ne pourra dépasser le délai de 9 mois à compter de la réception de la mise en demeure liée à ce rapport.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Prescriptions techniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.15

Thèmes : Risques chroniques, Installation Frigorifiques - Fluides frigorigènes

Prescription contrôlée :

L'établissement dispose de trois installations frigorifiques, dont 1 fonctionnant à l'ammoniac et 2 installations fonctionnant au R134a.

Les fluides sont remplacés ou les installations frigorifiques sont modifiées conformément à la réglementation F-GAS II.

Toute modification est portée préalablement à la connaissance du Préfet.

Constats :

Conformité :

L'exploitant a procédé au contrôle du bon fonctionnement de ces installations frigorifiques le 21/08/2025 avec la société C2AP.

3 rapports d'intervention + 2 cerfas n°15497*04 :

- Contrôle installation groupe froid circuit 1 (R134a : 84Kg) : installation à l'arrêt (étanchéité OK, compresseur HS)
- Contrôle installation groupe froid circuit 2 (R134a : 86Kg) : installation en fonctionnement (OK -->RAS)
- Contrôle installation groupe froid circuit 1 (R717 (NH₃) : 105Kg) : installation en fonctionnement
 - Contrôle niveau d'huile CP : Bas (moins de 1/8 du voyant) car fuite de la garniture du compresseur
 - prévoir un devis pour remplacement garniture complète.

Non-conformité :

- absence de transmission de l'action corrective concernant le remplacement de la garniture du compresseur de l'installation NH₃

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

--> L'exploitant devra transmettre le justificatif de l'action corrective attendue sur le compresseur de l'installation ammoniac (remplacement de la garniture complète).

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Prescriptions techniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 2.16
Thèmes : Risques accidentels, Alimentation électrique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'état du matériel électrique et des moyens de secours contre l'incendie feront l'objet de vérifications périodiques (une fois par an pour le matériel électrique) par un organisme agréé. Les rapports correspondants seront tenus à la disposition de l'inspection des ICPE.</p> <p>Une analyse du risque foudre est réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2 et les moyens de prévention et de protection adaptés sont mis en place en fonction des conclusions de l'analyse du risque foudre et conformément aux normes en vigueur.</p> <p>Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>Constats :</p> <p><u>Conformité :</u></p> <p><u>1) Contrôle des installations électriques :</u></p> <p>L'exploitant a fait vérifier les installations électriques du 25/11/2024 au 07/01/2025 (Q18) et du 14/04/2025 au 16/04/2025 (Q19) par l'APAVE:</p> <ul style="list-style-type: none"> Q18 : le rapport n° 4424492-017-2 du 17/01/2025 indique : <ul style="list-style-type: none"> la vérification a été partielle (8 installations n'ont pas pu être testées : 5 armoires, 2 "locaux", un compacteur), la présence de 12 anomalies avec 7 anomalies corrigées le jour de ce présent rapport. <p>conclusion : l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion</p> <ul style="list-style-type: none"> Q19 : le rapport n°4547394.016 du 16/04/2025 indique : <ul style="list-style-type: none"> la présence de 8 anomalies toutes corrigées le jour de ce présent rapport. <p>conclusion : le risque d'incendie est présent : la levée des anomalies dans les délais préconisés (2 mois) permettrait de réduire ce risque.</p> <p><u>Non-conformités :</u></p> <p><u>1) Contrôle des installations électriques :</u></p> <p>Q18 :</p> <ul style="list-style-type: none"> 5 anomalies sur 12 avaient déjà été signalées les années précédentes (2006, 2008, 2012 et 2020). 2 anomalies ont une correction programmée en 2026. 3 anomalies avec correctives non programmées le jour de ce présent rapport et pourtant récurrentes depuis 2008, 2012 et 2020. <p>Q19 :</p> <ul style="list-style-type: none"> 5 anomalies sur 8 ont été corrigées après le délai préconisé par l'APAVE (2 mois), soit entre 3 et 5 mois après le rapport APAVE <p><u>2) analyse du risque foudre :</u></p>

<ul style="list-style-type: none"> aucune analyse du risque foudre n'est programmée le jour de ce présent rapport.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit : <ul style="list-style-type: none"> mettre en œuvre l'ensemble des actions correctives liées aux anomalies relevées sur le rapport Q18 respecter les délais de mise en œuvre des actions correctives préconisés par l'organisme de contrôle, justifier de la commande d'une analyse risque foudre sur le site
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 15 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 4.1
Thèmes : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du Code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none"> les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides notamment), les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses.
Constats : Conformité : <ul style="list-style-type: none"> l'exploitant procède à des exercices d'évacuation (risque incendie) tous les 6 mois avec rédaction de compte-rendus rédigés par la responsable sécurité du site. Non-conformités : <ul style="list-style-type: none"> les compte-rendus ne font état d'aucune disposition prise concernant : <ul style="list-style-type: none"> les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides notamment), les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses. la fermeture des vannes « guillotine » pour la rétention des eaux d'extinction. Par ailleurs, les compte-rendus indique que : <ul style="list-style-type: none"> la mise à jour des procédures et la communication sur ces procédures d'évacuation auprès du personnel n'ont pas été faites, certaines zones du site ne sont pas équipées d'alarme incendie (local soudeur et local Oxonia) absence de mise en place d'un groupe de travail sur la réactualisation de la procédure incendie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>L'exploitant doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • procéder à la réactualisation de la procédure d'évacuation incendie en intégrant le volet "protection de l'environnement", c-a-d, nommer et former le personnel pour : <ul style="list-style-type: none"> ➤ intervenir sur les équipements et locaux ➤ prévenir les pollutions, ➤ limiter les risques de sur accidents (électriques, gaz etc..) ➤ faciliter l'intervention des pompiers (mise à jour du plan ETARE).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 16 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 4.5
Thèmes : Risques accidentels, Dispositif de rétention des pollutions accidentelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dispositif de rétention des pollutions accidentelles</p> <p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; • 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie ou les fuites accidentelles de lait et produits laitiers liquides, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux bâtiments. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe aux bâtiments, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif d'obturation rapide pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées.</p> <p>Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> • du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ; • du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ; • du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par m² de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. <p>Ce calcul est réalisé conformément au document technique D9A version août 2004 « défense extérieure contre l'incendie et rétentions ».</p> <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées</p>
Constats :

<p>Conformité :</p> <ul style="list-style-type: none"> les produits toxiques pour l'environnement sont rangés et stockés de façon réglementaire (armoires fermées sur rétention) <p>Non-conformités :</p> <ul style="list-style-type: none"> absence de dispositif prévu pour la rétention des eaux d'extinction sur le site (cf point n°12)
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>cf point n°12</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 17 : Exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 5.3</p>
<p>Thèmes : Risques accidentels, Vérification périodique et maintenance des équipements</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Vérification périodique et maintenance des équipements.</p> <p>I. Règles générales :</p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche, réseau incendie par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p> <p>II. Contrôle de l'outil de production :</p> <p>Sans préjudice de la réglementation relative aux équipements sous pression, les systèmes de sécurité intégrés dans les procédés de production sont régulièrement contrôlés conformément aux préconisations du constructeur spécifiques à chacun de ces équipements.</p> <p>Les vérifications périodiques de ces matériels doivent être inscrites sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>
<p>Constats :</p> <p>Conformités :</p> <p><u>1) concernant les contrôles des équipements sous pression (ESP) :</u></p> <p>En 2025, l'exploitant a procédé à 4 contrôles des installations sous-pression par la société APAVE : "interventions entre le 19/06/2025 et le 28/10/2025 (4 rapports).</p> <ul style="list-style-type: none"> 9 ESP ont été contrôlés (2 sécheurs, 5 cuves et 2 filtres) l'ensemble de ces contrôles ont été satisfaisants sans remarque <ul style="list-style-type: none"> inspection périodique tous les 4 ans et requalification périodique tous les 10 ans. <p><u>2) concernant les contrôles des équipements de lutte contre l'incendie (RIA + extincteurs) :</u></p> <p>La société CHUBB est venue sur site le 19 novembre 2025 pour contrôler :</p> <ul style="list-style-type: none"> 15 RIA (12 RIA en bon état ; 3 RIA non-alimentés en eau) 213 extincteurs (174 en "bon état"; ensemble des actions correctives réalisées le 22/12/2025) 141 éclairages sécurité (122 en "bon état"; ensemble des actions correctives réalisées le 22/12/2025), 38 alarmes (toutes fonctionnelles)

Non-conformité :

- absence de transmission des justificatifs des actions correctives menées sur les 3 RIA non alimentés en eau (cf rapport CHUBB 19/11/2025) le jour de ce présent rapport d'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre au service d'inspection ICPE le justificatif des actions correctives menées sur les 3 RIA non-alimentés en eau

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 18 : Délai

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/10/2023, article 6.1

Thèmes : Situation administrative, Délais

Prescription contrôlée :

Délais relatifs au volume d'activité

L'augmentation du volume d'activité faisant l'objet de l'autorisation environnementale et du présent acte, est subordonnée aux délais figurant dans le tableau ci-dessous.

Les aménagements prévus, notamment, en matière de sécurité incendie et de remise en état des réseaux eaux usées et pluviales, sont réalisés avant toute augmentation des intrants.

Aménagements	Échéances
Insonorisation du local des pompes de transfert des effluents vers la station de prétraitement. Mise en place d'un portail acoustique au niveau de l'accès Est du site.	2022 (réalisé)
Travaux visant à assurer, notamment, la remise en état des réseaux eaux usées et eaux pluviales	2026
Sprinklage usine	2024
Local sprinklage	2022
Divers aménagements des installations (rack, accès chaudières, installations ammoniac ...)	2023
Défense incendie	2024
Bureau (réaménagement suite à sinistre grêle)	2022
Clôture du site	2026
Étude liée aux odeurs dues au fonctionnement de la station de pré-traitement et solution mise en œuvre	2026

Constats :**Conformités :**

Les travaux ci-dessous ont été réalisés :

- sprinklage du site (réalisé à 98% le jour de l'inspection,
- travaux visant à assurer, notamment, la remise en état des réseaux eaux usées et eaux pluviales,
- Insonorisation du local des pompes de transfert des effluents vers la station de prétraitement,
- mise en place d'un portail acoustique au niveau de l'accès Est du site.

Non-conformités :

Les travaux ci-dessous n'ont pas été réalisés :

- la mise à disposition des volumes nécessaires à l'extinction (D9)
- la réalisation des capacités de rétention des eaux d'extinction (D9A)

nota : la mise en place de la clôture sur l'ensemble du site n'est pas réalisée : manque la partie logistique, zone sprinklage, parking véhicules et stockage des bennes déchets

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

idem cf points n°10, 11 et 12

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

